



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,268>

CHRONIQUE

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2005 - N° 1060 - décembre 2005 -

Date de mise en ligne : vendredi 2 décembre 2005

Description :

Ce sont les financiers qui commandent, pas les élus, comme le prouvent encore de nouveaux exemples notés par JEAN-PIERRE MON dans l'actualité récente.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

DETTE PUBLIQUE

Entre 1980 et 2004, la dette publique de la France est passée de 20% à 65% de son PIB. Ce qui représente plus de 1.000 milliards d'euros. Malgré cela la France reste un excellent payeur, ce qui lui vaut d'appartenir au club très fermé des pays auxquels les agences de notations accordent la note AAA (car les pays sont notés par des agences privées comme de simples entreprises, c'est dire en quelle estime sont tenus leurs gouvernants et plus généralement leurs hommes politiques !). L'agence Standard & Poor's commence cependant à s'inquiéter des piètres performances de la France qui est à la traîne du club des AAA. Ce qui l'a conduite à souligner dans le rapport intitulé "La République française tend vers le bas de la catégorie AAA" qu'elle vient de publier le 17 novembre : « La France possède une économie riche, diversifiée et capable de supporter un environnement difficile. Cependant, ses principaux ratios financiers s'éloignent des niveaux médians pour la catégorie AAA et de ceux des autres États notés AAA, à l'exception de l'Allemagne ». Ces mauvaises performances sont dues suivant l'agence « aux prestations sociales et aux dépenses de personnel qui représentaient plus des deux tiers des dépenses des administrations publiques en 2004 » mais aussi « aux réformes insuffisantes en matière de retraites, de sécurité sociale ou de fonction publique ». Il va donc falloir coiffer M. de Villepin d'un bonnet d'âne (rouge ?) et ce n'est pas demain que l'on réduira la fracture sociale, chère à M. Chirac !

Faudra-t-il brûler Paris pour que les hommes politiques comprennent enfin qu'ils se sont eux-mêmes rendus impuissants en abandonnant leur pouvoir régalien de "battre la monnaie" à des institutions financières privées ?

LE RIDICULE NE TUE PLUS

Autre grande institution capitaliste, l'OCDE dans le rapport qu'elle a publié le 22 novembre sur Le vieillissement et la politique de l'emploi en Allemagne, presse le nouveau gouvernement allemand d'avancer la date de mise en application de la loi augmentant l'âge légal de départ à la retraite (de 65 à 67 ans, pour l'instant !) et d'amplifier sa politique de maintien dans l'emploi des salariés de plus de 55 ans. Aujourd'hui, 39,2% des personnes âgées de 55 à 64 ans ont un emploi en Allemagne (contre 40,6% en France, 56% au Royaume-Uni, 60% aux États-Unis). Pour justifier ses conseils, l'OCDE avance que « les comparaisons montrent que le chômage global tend à être plus faible lorsque le taux d'emploi des travailleurs âgés est élevé ». Il faut vraiment avoir fait de très longues études pour arriver à cette conclusion ! Plus fort encore, d'après, M. Prinz, l'auteur du rapport : « deux composantes sont nécessaires pour maintenir les seniors dans l'emploi : une reprise du marché du travail et une politique volontariste ».

Toutes ces évidences n'ont pas l'air de beaucoup troubler les entreprises allemandes. DaimlerCrysler offre dans son plan de départs volontaires de septembre dernier une possibilité de préretraite à partir de 52 ans avec 80% du dernier salaire. De son côté, Deutsche Telekom qui a annoncé début novembre 32.000 suppressions de postes, négocie avec l'État un accord de préretraite pour ses salariés ayant le statut de fonctionnaire. Ce qui permet au bon Prinz de découvrir que « aussi longtemps que ce type de solution sera possible, les entreprises n'investiront pas à long terme dans leurs salariés et préféreront les remplacer par des salariés plus jeunes et meilleur marché », à moins que ça ne soit par des machines ! Mais, pour l'OCDE, il faut des mesures encore plus draconiennes. Aussi recommande-t-elle que les chômeurs de plus de 58 ans ne soient plus dispensés, comme cela peut être le cas, de rechercher un emploi.

Ne pourrait-on pas mettre d'office M. Prinz à la retraite ?

« COMME NOUS, SOYEZ RAISONNABLES »

C'est, en substance, ce que dit Angelica SchwallDüren, vice présidente du groupe social démocrate au Bundestag, dans une adresse à ses amis socialistes français intitulée « Amis français, donnez-vous la peine de comprendre les bonnes raisons qui ont conduit les sociaux-démocrates allemands à accepter de gouverner avec l'Union chrétienne-démocrate d'Angela Merkel ». La dame ne manque pas d'aplomb ! Selon elle, Schröder a voulu redonner la parole aux citoyens allemands en provoquant les élections de septembre qui étaient, en quelque sorte, l'équivalent du référendum français sur le projet de traité constitutionnel. « La question posée aux citoyens était au fond la suivante : voulez-vous un virage vers le néolibéralisme, oui ou non ? C'est aussi, je pense, la question à laquelle ont répondu les électeurs français le 29 mai, même si cela n'était pas la question posée. Et chez nous aussi le peuple a dit "nein" ». Comme si la politique menée, jusque là, par Schröder était une politique sociale avec sa destruction du système de protection sociale allemand ! Comme si Schröder n'avait pas pratiqué une politique néo-libérale ! Et Angelica ajoute froidement : « Il faut préciser que les élections ont dégagé une majorité de gauche au Bundestag, mais une majorité rouge-verte. Or, il nous est impossible de coopérer avec des gauchistes qui exigent une annulation des réformes déjà en vigueur et qui font des promesses impossibles à réaliser et à financer étant donné le déficit allemand actuel - par exemple une hausse des allocations chômage ». Après quoi elle conclut que « la gauche allemande est bien au gouvernement et qu'elle s'est fixée comme objectif le maintien de la ligne de réformes de Schröder afin de consolider la croissance qui revient peu à peu dans notre pays. Croissance qui aidera à créer des emplois, réformes qui permettront de faire face aux défis de la mondialisation. Tout en préservant les exigences sociales de nos citoyens ». Ainsi soit-il !